

NEGRAS TORMENTAS

O Federalismo e o Internacionalismo na Comuna de Paris

Alexandre Samis

Présentation de René Berthier

Il n'est pas besoin d'être totalement d'accord avec les thèses d'un auteur pour accepter de le préfacer. Cependant, c'est là un exercice auquel je ne suis pas familier. J'apprécie d'autant plus l'honneur qu'Alexandre Samis m'a fait en me demandant de rédiger la préface de son livre, et la confiance qu'il me fait. Ne sachant pas s'il existe des règles dans ce domaine, je me contenterai de livrer les commentaires que m'inspire la lecture de *Negras Tormentas* (Tempêtes noires) et d'inviter le lecteur à me suivre dans une promenade pas très rectiligne à travers cette œuvre riche et documentée, dans laquelle l'auteur a fait un travail systématique et fructueux, explorant un vaste champ de questions.

Il faut bien qu'il y ait quelques divergences, c'est là tout l'intérêt d'un débat d'idées. Entre personnes qui ont beaucoup lu et beaucoup réfléchi sur certains événements historiques, il y a nécessairement des différences d'interprétation. S'il en était autrement, ce serait bien monotone. C'est d'ailleurs ce qui fait le plaisir du débat, lorsqu'il est fraternel. C'est aussi ce qui permet de prendre conscience d'autres perspectives sur les faits et, parfois, d'infléchir sa propre opinion.

Mais c'est là une question tout à fait secondaire en comparaison de l'ensemble des points d'accord. En effet, bien que le mouvement libertaire ne prétende aucunement à établir un dogme, une pensée unifiée par une autorité centrale, fût-elle morale ou intellectuelle, le livre d'Alexandre Samis montre qu'il y a une surprenante cohésion dans l'analyse de deux faits historiques dont on peut dire qu'ils sont les principaux actes fondateurs de l'anarchisme : l'Association internationale des travailleurs et la Commune de Paris.

Negras Tormentas est donc une contribution décisive à l'effort effectué par le mouvement libertaire pour proposer une approche de ces événements historiques qui soit dégagée de l'emprise de l'analyse marxiste, qui pendant longtemps a exercé une sorte de monopole sur la pensée.

Je ne veux pas dire que l'analyse marxiste soit *nécessairement* différente en tous points de l'analyse libertaire, au contraire. Mais précisément, ce qui fait l'originalité d'une pensée par rapport à une autre, ce sont les *différences* qui peuvent les séparer et qui les rendent originales. Il est incontestable que pendant longtemps, les libertaires ont été soumis – je préfère dire se sont soumis eux-mêmes – à l'emprise intellectuelle du marxisme et ont été victimes d'une sorte de complexe d'infériorité diffus. C'est ainsi que s'expliquent à mon avis les tentatives pathétiques et inutiles de créer un « marxisme libertaire ». Tentatives inutiles parce que fondées sur l'idée que la théorie libertaire présentait des lacunes – en matière de « méthode » en particulier – alors que les lacunes se trouvaient chez ceux-là mêmes qui tentaient de pallier celles de l'anarchisme. Une lecture attentive de Proudhon et de Bakounine suffirait à convaincre le lecteur que ce que certains cherchent chez Marx se retrouve également chez les auteurs libertaires. Le fossé séparant les deux courants du mouvement ouvrier se trouvent plutôt dans le domaine de la stratégie et du projet de société. Ce n'est pas tant la

« méthode » qui est en cause que les conclusions qu'on en tire. Gardons-nous, cependant, de conclure que la pensée libertaire n'a pas besoin de se renouveler. Au contraire : l'état de sclérose plus ou moins volontaire dans lequel l'anarchisme s'est maintenu pendant des décennies exige de sa part beaucoup d'efforts.

Le livre de Samis est incontestablement une contribution décisive à la contre-attaque contre cette situation de complexe d'infériorité du mouvement libertaire, et le sujet qu'il aborde est particulièrement bien choisi puisque l'AIT et la Commune de Paris sont le point nodal, le lieu où marxisme et « anarchisme » se sont confrontés, confrontation qui leur a permis en quelque sorte de se définir l'un par rapport à l'autre.

C'est délibérément que je mets « anarchisme » entre guillemets, pour plusieurs raisons. D'abord parce que je trouve que le mot est particulièrement mal choisi. C'est chercher vraiment la difficulté que de se désigner par un mot qui crée inévitablement la confusion auprès des gens auxquels on s'adresse. Mais surtout parce qu'il n'est aucunement question d'« anarchisme » à ce moment-là. C'est un anachronisme (un « anachronisme, oserais-je dire...»). Le courant politique qui se définit comme anarchiste et qui se réclame explicitement de ce terme en tant que *doctrine politique* apparaît vers 1877-1878, après la mort de Bakounine, lorsque l'Internationale dite « anti-autoritaire » disparaît. Quelques militants, s'en réclament – surtout des Italiens –, mais précisément, ils constituent la tendance « gauchiste » de l'Internationale anti-autoritaire¹, en opposition avec une tendance plutôt syndicaliste². Les « gauchistes » conduiront l'AIT à faire des choix qui lui feront perdre son caractère d'organisation de masse et la

¹ Malateta, Costa, Brousse. Ces deux derniers deviendront des socialistes réformistes et parlementaires.

² James Guillaume. Ce dernier sera en relations étroites avec les syndicalistes révolutionnaires français.

transformeront en organisation « spécifique » – ce qui accélérera sa perte.

Mais bien entendu, c'est là un autre débat...

Un examen attentif de l'œuvre de Bakounine montre qu'il utilise le mot « anarchie » dans le même sens que presque tout le monde, c'est-à-dire « désordre », « chaos ». Et les quelques fois qu'il l'utilise dans le sens de doctrine politique, le contexte montre qu'il ne le fait qu'avec réticence – comme pour ne pas contrarier certains de ses amis proches qui, eux, utilisent le terme sans réserve. Bakounine se disait « socialiste révolutionnaire » ou encore « collectiviste », ce que A. Samis a parfaitement vu.

Il y a une autre raison à ma réticence à utiliser le terme « anarchisme ». Au *marxisme* (issu de la pensée de Marx) s'oppose éventuellement le *proudhonisme*, le *bakouninisme* (issus de la pensée de Proudhon et de Bakounine), etc. Si quelque chose doit être opposé à l'anarchisme, qui est un courant d'idées, c'est le socialisme ou le communisme. C'est une question de cohérence.

Les événements étudiés et analysés par A. Samis sont inexplicables si on ne retrace pas le contexte et les antécédents historiques. C'est son grand mérite de l'avoir fait de manière précise et exhaustive. Or le lecteur européen que je suis se trouve confronté à une approche à laquelle il n'est pas habitué, celle d'un latino-américain, avec ses références de latino-américain, qui nous livre ses réflexions sur des événements historiques que nous avons coutume de considérer comme strictement français, ou européens.

Nous connaissons ce fameux passage d'Engels, dans son pamphlet contre Bakounine, dans lequel il parle des « Mexicains paresseux », etc.

« Est-ce un malheur si la riche Californie a été arrachée aux Mexicains paresseux qui ne savaient pas quoi en faire ? »

Dans la « machinerie dialectique » de Marx et Engels, les Mexicains se retrouvent ainsi côte à côte avec les « nations réactionnaires » et sans histoire – les Slaves essentiellement – dénoncées en 1848-1849. Mais nous réalisons, à la lecture de A. Samis, que ce sont également l'ensemble des peuples d'Amérique centrale et du Sud qui entrent dans la catégorie des peuples sans histoire. Ainsi s'expliquent les propos de Marx sur Simon Bolivar, accusé d'être un « covarde », une « miserável canalha », etc.

Que Marx se soit intéressé à Bolivar est presque un hasard. Il avait été sollicité pour collaborer à la *New American Cyclopedia* et, arrivé à la lettre B, il y avait Bernadotte et Bolivar. Il fut chargé de Simon Bolivar... Si l'article qui résulte de ses recherches montre une évidente antipathie pour le personnage, il ne faut pas espérer y trouver d'informations intéressantes ou crédibles. Le seul intérêt du texte est précisément... a) L'antipathie que l'auteur éprouve pour le général sud-américain ; b) Ce que l'article révèle de Marx lui-même.

Cet article resta très longtemps inconnu du public. Il est certain que les gardiens de l'orthodoxie étaient un peu gênés. Les marxistes latino-américains et leurs chefs de Moscou avaient du mal à s'expliquer. D'autant qu'en Amérique latine, les marxistes eux-mêmes étaient divisés entre ceux qui suivaient fidèlement l'opinion de Marx sur Bolivar et ceux qui étaient en désaccord. Dans une édition de 1959, on apprend que les sources dont Marx disposait n'étaient pas fiables et qu'il a développé une vue partielle de Bolivar. S'il est vrai que les sources que cite Marx sont sujettes à caution, il est faux qu'il n'en ait pas eu d'autres. La plupart des documents existant à

son époque étaient clairement favorables à Simon Bolivar³. Les prises de position de Marx sont par conséquent de véritables *constructions* produites par une théorie générale dont lui et Engels ont largement fait état dans les analyses qu'ils proposent sur les relations entre métropoles industrielles de l'époque et les pays dominés, ceux qu'on dira plus tard qu'ils font partie du « tiers monde ».

Il ne s'agit donc pas de reconsidérer ce qu'était Simon Bolivar mais de porter un regard sur le regard de Marx.

Alexandre Samis voit parfaitement que l'un des critères de détermination du caractère « progressiste » d'une nation est sa capacité à constituer un Etat : « De manière récurrente dans l'œuvre de Marx, surtout à cette période, se trouve la préoccupation de l'unité politique », dit-il. Mais la lutte des classes n'est pas le seul élément qui donne une « légitimité historique aux processus sociaux ». La lutte des classes est la conséquence de l'apparition du prolétariat, qui est elle-même la conséquence du développement des forces productives. Une nation est donc qualifiée d'« historique », elle a un caractère « progressiste » lorsque, conjointement, elle développe les forces productives *et* constitue un Etat. Situation qui, si on s'en tient aux critères « dialectiques » de Marx, ne saurait en aucun cas caractériser l'Amérique latine.

Et c'est là qu'apparaît toute l'inconséquence de l'analyse de Marx, car curieusement, il attribue à la Pologne et à la Hongrie le « label » de nation historique, alors que ce sont des nations caractérisées par la grande propriété terrienne, une aristocratie pléthorique et pratiquement pas d'industrie, donc pas de prolétariat. La clé de cette anomalie ne se trouve pas dans la théorie marxienne mais dans la Realpolitik marxienne. La Pologne, située entre l'Allemagne et la Russie, constitue contre l'empire des tsars un « rempart de vingt millions de héros » –

³ Encyclopaedia Americana, Encyclopaedia Britannica, Penny Encyclopaedia, Encyclopedie du XIX^e Siècle, etc.

dixit Marx ⁴. Quant à la Hongrie, sous la tutelle des Habsbourg elle participe à l'oppression des Slaves et, d'une certaine manière, contribue à leur germanisation, deux choses qui, dans le système marxien, sont considérées comme éminemment positives. En dernière instance, une nation est historique ou non historique selon qu'elle constitue un atout ou une entrave pour la constitution de l'unité allemande, condition de la centralisation du prolétariat allemand.

L'existence d'une Pologne servant de tampon entre l'Allemagne et la Russie est une constante chez Marx et on retrouvera cette question dans ses tentatives d'imposer, en matière de politique internationale, ses vues à l'Association internationale des travailleurs. Cette question n'est pas innocente car Marx sera toujours obsessionnellement persuadé que Bakounine est un « panslave », un partisan de la domination de l'Empire des tsars sur tous les Slaves. Cette obsession aura un rôle déterminant dans sa volonté d'exclure Bakounine de l'Internationale.

Le lecteur habitué à la littérature marxiste garde cette impression que l'AIT est littéralement une création de Marx et que l'activité de Bakounine dans cette organisation a consisté à passer son temps à comploter pour y établir sa « dictature ». De même, la Commune de Paris semble être une sorte de production marxienne – en tout cas pour ceux qui n'ont lu que la littérature marxiste sur la question.

S'attachant particulièrement au contexte et aux antécédents, le mérite du livre de Samis est de montrer de manière détaillée la genèse de l'Internationale comme produit d'une initiative commune des ouvriers anglais et français, à laquelle l'ouvrier Henri-Louis Tolain a joué un rôle décisif. Si celui-ci a par la suite mal tourné – il a condamné la Commune de Paris – il a également joué un rôle déterminant dans la rédaction du

⁴ *Nouvelle Gazette rhénane*, 9 septembre 1848 « L'armistice prussodanois ».

Manifeste des Soixante, un document qui affirme clairement la séparation des classes entre prolétariat et bourgeoisie. Ce manifeste réclame l'organisation de candidatures ouvrières aux élections, ce qui était perçu par les démocrates de l'époque comme une hérésie. On a du mal à comprendre cela aujourd'hui, mais ces démocrates pensaient que puisque le suffrage universel (ne serait-ce que sous une forme atténuée) existait, les *classes sociales étaient abolies*. Il n'y avait donc pas lieu d'envisager des candidatures *ouvrières*. Le Manifeste des Soixante avait donc réellement une portée subversive.

« Selon le Manifeste, dit Alexandre Samis, le suffrage universel n'aurait donné aux travailleurs que la majorité politique, restant à conquérir la majorité sociale. »

Le document fournira à Proudhon l'opportunité de rédiger son dernier livre, publié à titre posthume, *La Capacité politique des classes ouvrières*, dans lequel il prend position contre la participation des ouvriers aux élections. Proudhon y affirme, note précisément A. Samis, que « l'action révolutionnaire exige de la « démocratie ouvrière », en premier lieu, qu'elle se maintienne éloignée des partis d'opposition, des classes moyennes et bourgeois. » Samis montre donc clairement que l'alternative à l'action électorale n'est pas l'« anarchie » au sens vulgaire du mot, mais une action d'une nature différente :

« Cette rupture était, par nécessité, une reconnaissance du fait que la classe ouvrière était complètement séparée de la société capitaliste, qu'elle était son paria, et que pour renverser le système qui l'opprimait il fallait, auparavant, rompre radicalement avec les représentations sociales, dont l'existence était assurées par celui-ci. La séparation agit ainsi pour exprimer l'essence du mouvement révolutionnaire qui était, avant tout, la négation du système d'oppression. Par conséquent, accepter l'action parlementaire, c'était capituler devant la tâche révolutionnaire essentielle. »

Cette action d'une nature différente sera explicitée d'une manière très précise par Bakounine lorsqu'il décrira les mécanismes du fonctionnement de l'Internationale avec ses sections de métier et ses sections centrales, faisant une anticipation surprenante de l'anarcho-syndicalisme.

Samis aborde dans son livre une question délicate, extrêmement controversée, et il le fait de manière adroite et intelligente : il s'agit des rapports entre le mutuellisme et le fédéralisme et, bien entendu, des rapports entre les partisans de l'un et de l'autre.

Il est d'usage de considérer, dans le mouvement libertaire, qu'il y avait dans la classe ouvrière française – et dans l'AIT – un courant mutuelliste, réformiste, se réclamant de Proudhon, et un courant fédéraliste, révolutionnaire, se réclamant de Bakounine.

« Tolain, Fribourg, et une partie de la génération mutualiste interprétait les écrits de Proudhon de manière réformiste ; ils étaient, avant tout, préoccupés à opérer des transformations par ce moyen. » (*Negras Tormentas.*)

Mais cette controverse sera plus tard faussée par le fait que Tolain, représentant des mutuellistes, désavoua plus tard la Commune, ce qui évidemment lui valut d'être exclu de l'AIT et d'être considéré comme un traître⁵. Le mutuellisme en tant

⁵ Tolain avait été élu maire du XI^e arrondissement en novembre 1870. Il fut présenté aux élections législatives de février 1871 par l'Internationale et élu député de la Seine mais, une fois élu, il désavoua la Commune. Le 12 avril 1871, il fut exclu de l'Internationale par le conseil fédéral des sections parisiennes pour « avoir déserté sa cause de la manière la plus lâche et la plus honteuse ». Tolain, dit Bakounine, fut « le principal orateur des mutualistes français » ; mais s'il fut exclu de l'Internationale, ce n'est pas en tant que mutualiste « mais comme traître contre cette loi et contre cet engagement mutuel de solidarité pratique, qui est le principe suprême de

que tel subit alors les effets « collatéraux » de cet ostracisme. Les critiques véhémentes que Bakounine prononce quelques années plus tard contre Tolain⁶ sont en quelque sorte anachroniques, dans ce sens qu'il est motivé, dans des textes postérieurs à la guerre franco-prussienne de 1870-1871, par l'attitude de Tolain pendant la Commune, qui ne saurait en aucun cas rejaillir sur tous les proudhoniens de l'Internationale, dont beaucoup participèrent activement à la Commune.

Les choses sont beaucoup plus complexes qu'on ne le dit généralement et c'est le mérite d'Alexandre Samis de l'avoir montré, même si évidemment cette question ne constitue pas l'objet principal de son livre.

« Les sections françaises, malgré l'existence de deux tendances, ne cherchaient pas à transformer leurs oppositions internes en antagonisme. Apparemment, il y avait un certain respect entre la jeune génération des collectivistes et les vétérans mutualistes. Les désaccords existaient, mais n'étaient pas traités comme une opposition idéologique. Il s'agissait, avant tout, d'un changement de direction, d'une radicalisation qui, selon les collectivistes, était le résultat espéré par l'évolution de l'organisation des travailleurs. Par conséquent, le

l'Internationale : pendant que ses frères de Paris étaient égorgés par les ordres de l'Assemblée de Versailles, au lieu d'accourir dans leurs rangs pour partager leur sort, il continua de siéger, immobile et muet, et le stigmate de la trahison sur le front, lui, le délégué de cette population égorgée, dans cette Assemblée de bourreaux. – Voilà un de ces crimes que l'Internationale ne pardonnera jamais. » (« Article français » 7 janvier 1872.)

⁶ Bakounine s'en prend ainsi à la « coterie soi-disant proudhonienne » (Œuvres, Champ libre, I, 241) – ceux qui, comme Tolain et Langlois, sont passés aux Versaillais et ont exploité la mémoire de Proudhon au profit de leurs tendances bourgeoises, « si bien qu'aujourd'hui le nom de Proudhon sert en France de drapeau à une école que l'auteur du *Premier Mémoire sur la propriété* ne reconnaîtrait certainement pas comme sienne » (Œuvres, Champ libre, VI, lxxvii.)

mutualisme comme le collectivisme constituent des formes historiques spécifiques d'une même tradition anti-autoritaire et fédéraliste présente dans le mouvement ouvrier français. » (*Negras Tormentas.*)

Le fait est que la différence entre mutuellistes et collectivistes finira par disparaître. Une lecture attentive des débats des congrès de l'AIT montre que ce qui séparait les mutuellistes des collectivistes anti-autoritaires relevait pour une grande part de problèmes de formulation. Ce n'est pas sans raison que Jean Longuet parlera de « malentendu » entre les deux courants⁷.

Cependant, la controverse aura fait des dégâts dans la mesure où la division entre mutuellistes et collectivistes dans l'AIT profita aux marxistes.

Samis a cependant parfaitement raison de dire « le troisième Congrès de A.I.T. rejoignit finalement le projet collectiviste dans ses objectifs à moyen et long terme, par conséquent, dans ses objectifs ; et le projet mutualiste dans le court terme, quand il s'est agi des moyens à employer ».

Pour Proudhon, fédéralisme et mutuellisme sont deux concepts inséparables. Le mutuellisme est, dit A. Samis, « l'expression organique possible de la gestion ouvrière, son corollaire politique, l'ossature qui permettra le flux des échanges et des relations dans la société dont le statut de la propriété à la suite des transformations opérées par les travailleurs ».

Marx détestait le fédéralisme, et tous ses successeurs aussi. Le fédéralisme était à leurs yeux une réminiscence de la féodalité, un obstacle à leur obsession permanente, l'unification allemande et la centralisation de l'Etat allemand. Marx rendit hommage au lent travail de centralisation politique opéré par la monarchie française, contre le système féodal. On

⁷ Rapport de la section bruxelloise, Congrès de Bruxelles, in *La Première Internationale*, 10/18, p. 219.

comprend dès lors ce qui sépare Proudhon et Marx. Le premier vit dans un pays qui a achevé le processus historique de centralisation du pouvoir, qui a réalisé de ce fait l'unité politique. Marx vit dans un pays divisé, qui a longtemps été fractionné en plusieurs dizaines d'Etats.

L'idéal politique et social de Proudhon est un système dans lequel une forme de décentralisation restitue au peuple sa capacité de décider de sa propre vie. C'est quelque chose que Marx ne peut *absolument pas comprendre* : il ne comprend pas que décentraliser le pouvoir ne signifie pas fractionner la société. Il est incapable de comprendre le concept de fédéralisme tel que Proudhon l'a expliqué, tel que les fédérations de l'AIT voulaient l'appliquer.

La présentation que fait Francisco Trinidad de *Principe fédératif* de Proudhon, citée par A. Samis, est parfaitement judicieuse :

« Il lui semble que la garantie de la liberté doit être recherchée, non seulement dans la négation des autorités, mais dans une organisation complexe où les autorités et libertés seront limitées et réciproquement contrebalancées. Le fédéralisme répondit à cette complexité de la dialectique depuis qu'il a été conçu, non pas comme un simple système politique, mais en tant que système global socio-économique où de multiples groupes seraient les libres créateurs de leurs relations économiques et politiques. »⁸ (*Negras Tormentas.*)

Samis ajoute d'ailleurs que « De cette manière le fédéralisme ne serait pas un simple contrepoin à l'autorité et au centralisme, mais un principe général, un système véritablement politique et social. »

On pense immédiatement à ce que dit Marianne Enckell, dans *Fédéralisme et autonomie chez les anarchistes* : « C'est le

⁸ *Ibidem*, p. 11.

fédéralisme – entendu comme "union, alliance libre ; il ne peut s'admettre dans le sens de subordination des individus et des groupes" – qui est l'antonyme de la centralisation, et non pas la décentralisation. »

Il est exact de dire que vers le milieu des années 1860 « les relations entre Marx et Bakounine étaient à cette période, assez cordiales ».

Non seulement Marx avait déclaré à Engels que le révolutionnaire russe était « un des rares hommes qui, en seize ans, n'a pas régressé mais, au contraire, a avancé », mais il avait demandé à Bakounine de poser des « contre-mines » pour lutter contre l'influence de Mazzini en Italie⁹ – ce qui donna lieu à un échange de courrier entre les deux hommes dans lequel on a droit à des « carissimo amico », des promesses d'échanger des photos et autres démonstrations d'affection réciproque. Marx alla même jusqu'à envoyer à Bakounine un exemplaire du Livre I^{er} du *Capital*, lorsqu'il fut publié, soucieux d'avoir son impression. Bakounine fit alors une faute capitale : il n'accusa pas réception. Mais alors qu'Alexandre Samis fait preuve, dans l'examen qu'il fait des relations entre les deux hommes, d'une retenue et d'une neutralité tout à fait appréciables, je pense qu'il fait preuve au moins en une occasion d'une certaine candeur à propos de Bakounine.

La lettre qu'il écrivit à Marx le 22 décembre 1868 pour l'assurer de son amitié, et où il le flatte outrageusement, se déclarant son disciple et reconnaissant ses talents de penseur, n'était absolument pas dénuée d'arrière-pensées. Samis a parfaitement raison de dire que Bakounine y joint le programme de l'Alliance, dont il demande l'adhésion à l'AIT. Marx n'est évidemment pas dupe. Le Conseil général refuse l'adhésion de l'Alliance. Cette dernière se soumet aux conditions posées par le Conseil général : elle est dissoute, ses sections deviennent des sections de l'Internationale. En juillet

⁹ Lettre de Marx à Engels, 11 avril 1865.

1868, le Conseil général reconnaît l'Alliance comme section locale. Le problème, c'est que Marx ne croira jamais à la dissolution de l'Alliance, et cette question, avec l'accusation de panslavisme, figurera dans l'acte d'accusation motivant son exclusion de l'AIT.

S'il est vrai que Bakounine force un peu dans le registre de la flatterie – disons-le, il est d'une extrême maladresse –, l'intérêt de la lettre réside dans l'affirmation, qu'il faut prendre au sérieux, que désormais il ne reconnaît plus « d'autre milieu que le monde des travailleurs ». On peut dire que c'est avec cette lettre que date l'adhésion de Bakounine au socialisme révolutionnaire – d'autres diront anarchisme.

La Commune de Paris, qui a duré trois mois, est un mythe fondateur qui a été instrumentalisé par la plupart des courants du mouvement ouvrier. Chacun peut y trouver une inspiration et un modèle. Trois mois après la prise du pouvoir, les bolcheviks ont fait la fête, et Lénine aurait dit que maintenant ils pouvaient disparaître, car ils avaient tenu autant que la Commune ¹⁰.

Des jacobins aux fédéralistes, des républicains aux libertaires, des patriotes aux internationalistes, chacun peut y retrouver son compte dans les événements qui ont commencé en mars 1871, à condition d'occulter tout ce qui contredit ses propres thèses.

Il reste cependant que les thèmes qui s'obstinent à survivre, après que toutes les manipulations ont été épuisées, restent des thèmes essentiellement libertaires : fédéralisme, autonomie. Or, curieusement, les libertaires sont sans doute ceux qui ont le moins cherché à « récupérer » la Commune de Paris. C'est

¹⁰ Cette anecdote m'a été rapportée par Marcel Body, qui avait fait partie du corps expéditionnaire français contre la Russie révolutionnaire, avait déserté et rejoint les bolcheviks. Plus tard il devint anarchiste et fut le traducteur en français de *l'Etat et la révolution*, de Bakounine, initialement écrit en russe.

ainsi que Bakounine se contente de dire que la Commune fut une « négation désormais historique de l'Etat »¹¹ et que l'importance de l'insurrection communaliste ne réside pas dans les « bien faibles essais qu'elle a eu la possibilité et le temps de faire », mais dans les idées qu'elle a remuées, « la lumière vive qu'elle a jetée sur la vraie nature et le but de la révolution, les espérances qu'elle a réveillées partout, et par là même la commotion puissante qu'elle a produite au sein des masses populaires de tous les pays »¹².

Et le révolutionnaire russe ajoute :

« L'effet en fut si formidable partout, que les marxistes eux-mêmes, dont toutes les idées avaient été renversées par cette insurrection, se virent obligés de tirer devant elle leur chapeau. Ils firent bien plus : à l'envers de la plus simple logique et de leurs sentiments véritables, ils proclamèrent que son programme et son but étaient les leurs. Ce fut un travestissement vraiment bouffon, mais forcé. Ils avaient dû le faire, sous peine de se voir débordés et abandonnés de tous, tellement la passion que cette révolution avait provoquée en tout le monde avait été puissante¹³. »

La première de toutes les tentatives de récupération fut évidemment celle de Marx, dans son livre *La Guerre civile en France*, qui est un modèle d'approche idéologique d'un événement historique. Par approche idéologique il faut entendre celle consistant à prendre au premier degré les idées d'un auteur sur un sujet, sans examen critique. Ainsi, *La guerre civile en France* serait un livre d'histoire sur la Commune, à

¹¹ Œuvres, Champ libre, III, 213.

¹² Lettre à *La Liberté*, de Bruxelles, 1-8 octobre 1872. Œuvres, Champ libre, III, 166.

¹³ *Ibid.*

prendre comme tel, et contenant la vérité sur cet événement, et non un livre exposant les opinions de Marx sur la question, à un moment donné, et pour des raisons données. Cette vision de l'événement a été longtemps dominante à cause de cette emprise intellectuelle du marxisme, dont j'ai dit que le livre d'Alexandre Samis contribue grandement à la détruire. L'érudition dont il fait preuve, les différents chemins par lesquels il analyse cet événement pour en cerner les différents aspects, l'effort décisif pour restituer l'événement dans son contexte historique sont incontestablement le meilleur outil pour contester toute validité à l'approche idéologique qui cherche, à partir d'une opinion préconçue, à « démontrer » une thèse. C'est dire à quel point Samis a raison de noter que « Marx teria abandonado, ao menos neste texto, a estratégia resumida na expressão “ditadura do proletariado”. »

Cependant, je n'irai pas jusqu'à dire, comme l'anarchiste français Maurice Joyeux, qu'il cite, que dans *La guerre civile en France* Marx se rapproche de l'anarchisme : « Des auteurs identifiés à l'anarchisme, comme Maurice Joyeux, s'accordent sur l'idée que c'est l'oeuvre de Marx la plus proche des postulats libertaires », dit Samis. Ce « rapprochement » est apparent, circonstanciel et... parfaitement opportuniste. Après la Commune, Marx est allé dans le sens des événements parce qu'il comptait rallier à sa cause les Communards exilés à Londres. Voyant que le procédé ne marchait pas, il écrira à son ami Sorge, le 9 novembre 1871, une lettre dépitée : « Et voilà ma récompense pour avoir perdu presque cinq mois à travailler pour les réfugiés, et pour avoir sauvé leur honneur, par la publication de *La guerre civile en France* » !!! Bakounine, qui ignorait évidemment cette lettre, a toutes les raisons de dire que le livre était un « travestissement bouffon » effectué par Marx de sa propre pensée.

Certains auteurs se fondent sur des ouvrages comme *La Guerre civile en France* pour justifier la création d'un « marxisme libertaire ». Ignorant la lettre de Marx à Sorge, ils

ignorent aussi que Marx ne croit pas un mot de ce qu'il a écrit ! Dans le même registre, *L'État et la Révolution* joue dans la mythologie léninienne le même rôle que *La Guerre civile en France* dans celle de Marx. C'est un curieux destin que Marx et Lénine, confrontés à une révolution, aient été contraints de travestir leur pensée pour pouvoir aller (temporairement il est vrai) dans le sens de l'histoire...

Dans l'analyse des positions de Marx sur la Commune, il faut garder à l'esprit que le vrai Marx est celui qui écrivait :

« Les Français ont besoin d'être rossés. Si les Prussiens sont victorieux, la centralisation du pouvoir de l'État sera utile à la centralisation de la classe ouvrière allemande. La prépondérance allemande transférera également le centre de gravité du mouvement, de l'Europe occidentale, de la France à l'Allemagne et il suffit de comparer le mouvement dans les deux pays, de 1866 jusqu'à maintenant, pour voir que la classe ouvrière allemande est supérieure à la française tant du point de vue de la théorie que de l'organisation. La prédominance sur la France, sur la scène mondiale, assurera aussi la prédominance de notre théorie sur celle de Proudhon. »
(Cité par A. Samis.)

On voit que Marx n'envisage les rapports entre les classes ouvrières des différents pays qu'en termes de rapports de force et d'hégémonie. La conviction de la supériorité du mouvement ouvrier allemand sur son homologue français se communiquera à la social-démocratie allemande et aura, au sein de la II^e Internationale, des répercussions terribles dans les rapports entre dirigeants socialistes et syndicalistes des deux pays, conduisant au refus systématique des dirigeants allemands d'envisager le déclenchement d'une grève générale en cas de guerre.

J'avais prévenu le lecteur, au début de cette préface, que je le conviais à une promenade peut-être un peu désordonnée à travers la lecture de *Negras Tormentas*. Il m'a semblé extrêmement difficile, en quelques pages, de faire une présentation didactique de cet ouvrage, à cause de sa densité ; il m'a surtout semblé que ce n'était pas souhaitable. Certaines personnes préfèrent se promener dans une ville inconnue avec un guide. Je préfère, personnellement, flâner.

J'espère sincèrement que cette flânerie incitera le lecteur à s'engager dans la lecture du livre d'Alexandre Samis. Car je suis convaincu que ce travail particulièrement rigoureux deviendra une référence incontournable.